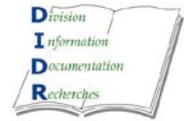


15 septembre 2016



La campagne contre la corruption à Nankin (Nanjing)

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

| | |
|---|---|
| 1. Caractéristiques de la campagne nationale contre la corruption | 3 |
| 1.1. Les cibles de la campagne anticorruption | 3 |
| 1.2. Un système dérogatoire d’instruction | 4 |
| 2. Une campagne anticorruption exemplaire à Nankin | 5 |
| 2.1. Poursuites judiciaires à l’encontre d’un riche homme d’affaires..... | 6 |
| 2.2. Arrestation et condamnation du maire de Nankin | 6 |
| 2.3. Arrestation et inculpation du chef du PCC de Nankin | 7 |
| 2.4. Arrestation de militaires de haut rang à Nankin..... | 7 |
| 2.5. Des mesures anticorruption à Nankin..... | 7 |
| Bibliographie..... | 9 |

Résumé : Une vaste campagne anticorruption a été engagée par la direction du Parti communiste chinois (PCC) depuis 2012. L’instruction des affaires de corruption est réalisée en secret par les organes du PCC, puis les accusés sont déférés à la justice, qui les condamne presque tous. A Nankin, le maire et le secrétaire du PCC ont été arrêtés et détenus pour des accusations de corruption.

Abstract : A vast anti-corruption campaign has been launched by the direction of the Chinese Communist Party (CCP) since 2012. The investigation of the cases is carried out in a secret way by the CCP organs, and then the accused are brought before the courts, which convict almost all. In Nanjing, the mayor and the secretary of the CCP were arrested and detained for corruption accusations.

1. Caractéristiques de la campagne nationale contre la corruption

1.1. Les cibles de la campagne anticorruption

La campagne nationale contre la corruption a été initiée en 2012, suite à l'élection de Xi Jinping au poste de secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), et se poursuit actuellement. Pour celui-ci et son courant politique, il s'agit essentiellement de gagner un soutien populaire et de recentraliser le pouvoir politique, qui avait été décentralisé à la suite de la révolte de 1989. Cette campagne vise uniquement la corruption impliquant des agents des collectivités, organismes et entreprises officiels nationaux, provinciaux et locaux, pour la plupart membres du PCC. En lançant cette campagne, Xi Jinping avait désigné comme cibles : les « tigres », à savoir les agents ayant au moins le rang de vice-ministre ou vice-gouverneur, et les « mouches », qui sont les agents de rang inférieur aux précédents et qui leur sont liés dans les actes de corruption. En effet, l'extension de la corruption dans les milieux officiels a entraîné l'apparition de réseaux centrés autour d'une personne influente, devenue extrêmement puissante du fait de ces relations, et menaçant, dès lors, les autorités supérieures¹.

Pour la première fois dans l'histoire de la Chine, une campagne anticorruption de long terme a été engagée, alors que les précédentes campagnes de ce type étaient courtes et sporadiques. En trois ans, 150 « tigres » ont été mis en accusation, soit une cinquantaine par an en moyenne, ce qui représente le double du rythme du nombre d'agents officiels de ce rang mis en cause dans les années précédentes². Depuis le lancement de la campagne, des dizaines de milliers de personnes mises en cause ont été démisées de leur poste³.

Le rapport de la Commission centrale de l'inspection disciplinaire (CCID) du PCC pour 2015 mentionne que 282 000 agents officiels, membres du parti –qui compte 80 millions de membres-, ont été punis pour des « violations de la discipline », dont 82 000 sévèrement. Ce rapport fait état de punitions contre 90 agents officiels de haut rang, contre 68 en 2014. En outre, la CCID déclare avoir reçu 2,8 millions de dénonciations, mais n'a engagé de poursuites sur la base de celles-ci que contre 5 400 agents officiels⁴.

Les cas de 1 460 personnes mises en cause dans des affaires de corruption de janvier 2010 à janvier 2016 ont été compilés par Susan Jakes du *think tank* ChinaFile. Il s'est avéré que la grande majorité de ces accusés étaient des agents des collectivités locales et provinciales, et que seulement 175 travaillaient pour les grandes entreprises d'Etat. Parmi toutes ces personnes, 231 étaient accusées d'avoir bénéficié illégalement de sommes supérieures à 800 millions d'euros⁵.

¹ JOHNSON Christopher K. (CSIS), MINXIN PEI (professeur, directeur du Keck Center for International and Strategic Studies, Claremont McKenna College) et BROWN Kerry (professeur, directeur du Lau China Institute, King's College, London), "Can Xi Jinping's anti-corruption campaign succeed ?", *Center for Strategic & International Studies (CSIS)*, s.d.

² MINXIN PEI, art. cit.

³ JAKES Susan, "Visualizing China's Anti-Corruption Campaign", *ChinaFile*, Center on US-China Relations, Asia Society, 21/01/2016.

⁴ AREDDY James T. et YANG Jie, "China's Anticorruption Campaign Will Continue, Party Watchdog Pledges", *The Wall Street Journal*, 25/01/2016.

⁵ JAKES Susan, art. cit.

1.2. Un système dérogatoire d'instruction

Le déroulement des poursuites contre les agents officiels accusés de corruption semble s'inspirer de celui des quatre procès de Moscou tenus dans les années 1936-1938 et de la répression générale, moins répercutée par la propagande soviétique au plan international, qui visait les fonctionnaires et les membres du Parti communiste d'URSS à tous les échelons de grade et dans toutes les zones géographiques. Les procédés et les objectifs sont, en effet, assez comparables : masquer des difficultés économiques et sociales réelles résultant de politiques inadéquates et encourager le soutien populaire envers les instances centrales du parti (symbolisé par le culte de la personnalité)⁶.

Un système *ad hoc* de poursuites en vigueur en Chine existait avant la campagne anticorruption lancée en 2012, puisque ce type de corruption était déjà sanctionné, mais dans une moindre ampleur : il s'appelle « *shuanggui* », ce qui signifie « double régulation ». Le système du *shuanggui* a été introduit par le Conseil d'Etat en 1990 [après la grande révolte nationale de 1989]. Il permet de contourner la limite légale de garde à vue de 24 heures et d'empêcher ainsi les suspects de détruire les preuves de leur culpabilité ou de suborner des témoins, en particulier dans les affaires de corruption. En effet, le suspect n'est pas soumis au droit judiciaire commun, car il est exclu de tout processus légal jusqu'à la « confession » de ses fautes. Le processus d'interrogation et de détention appartient entièrement à l'appareil disciplinaire du PCC⁷.

L'accusation de corruption est lancée par la CCID qui ouvre une enquête, et non par le parquet. Les inspecteurs du PCC arrêtent la personne mise en cause et l'internent dans un lieu secret, qui peut être généralement une chambre d'hôtel, mais aussi une base militaire ou une cellule dans un lieu de détention *ad hoc*, voire un domicile privé. Ces lieux de détention sont, en général, situés dans des endroits isolés et gardés par la police. Les cellules comportent un lit et des caméras de surveillance. Les murs sont capitonnés pour l'isolement sonore et afin d'éviter que les détenus ne se fracassent la tête pour se suicider. Le suspect peut y être détenu au secret pendant des mois. Lors de l'interrogatoire, qui est mené par des inspecteurs du PCC et qui peut durer plusieurs jours, il est privé de nourriture et doit rester debout sans s'appuyer contre les murs dans une pièce non chauffée. Il n'est pas autorisé à dormir et une lumière rouge est allumée en permanence. Il est souvent torturé physiquement (brûlures de cigarettes, coups de fouet, etc.). Il n'est pas autorisé à recevoir de visites, que ce soit de membres de sa famille ou d'un avocat. Il est placé en isolement total, sous la surveillance de gardiens. Après quelques jours de ce traitement, il a tendance à avoir des hallucinations. Les inspecteurs du PCC lui demandent de signer une « confession » comportant des aveux qui lui sont énoncés et qui sont relatifs à des violations des règles du parti, notamment des actes de corruption qui entraînent des poursuites pénales⁸.

Certains survivants ont pu témoigner des tortures subies pendant leur internement sous le régime du *shuanggui*. Zhou Wangyan, ex-cadre de la municipalité de Liling, a été détenu pendant six mois au second semestre de 2012 et libéré après avoir signé une confession relatant des faits inexacts selon lui. Il a déclaré à l'agence de presse américaine *Associated Press* qu'il avait été maltraité (en particulier, ses dents ont été

⁶ Voir notamment: WERTH Nicolas, *Les procès de Moscou*, Paris, Complexe, 1987, 188 p.

⁷ LIU Linlin, "Is intra-Party interrogation a shield or a trap?", *Global Times*, 19/05/2013.

⁸ JACOBS Andrew, "Accused Chinese Party Members Face Harsh Discipline", *The New York Times*, 14/06/2012; LIU Linlin, art. cit.; WERTIME David, "Inside China's Blackest Box", *Foreign Policy*, 02/07/2014; JACOBS Andrew et BUCKLEY Chris, "Presumed Guilty in China's War on Corruption, Targets Suffer Abuses", *The New York Times*, 19/10/2014; MAC DONELL Stephen, "Xi Jinping: Chinese president's anti-corruption push gives hope to some, but rings alarm bells for others", *ABC*, 10/08/2015.

cassées à coups de chaussure), pendu par les pieds et contraint de manger des excréments et de fumer une dizaine de cigarettes à la suite, qu'il avait eu la tête plongée dans l'eau, et qu'il ne pouvait désormais se déplacer sans béquilles. Les séquelles de ces tortures ont été confirmées par des certificats médicaux et des attestations de la police. Wanq Qiuping, ancien cadre de la municipalité de Ningyuan, a été contraint de s'agenouiller et de rester debout pendant des heures, tandis que son adjoint, Xiao Yifei, a été frappé et cagoulé pendant un mois. Fan Qiqing, de cette même municipalité, a été fouetté et contraint d'ingérer des drogues hallucinatoires. Une enquête diligentée par cette municipalité a pourtant conclu que ces trois suspects n'avaient subi aucune torture⁹.

Certaines personnes décèdent pendant cette période de détention. Les médias d'Etat ont invoqué des centaines de « suicides » d'agents officiels intervenus pendant ces détentions entre 2002 et 2012. En avril 2013, après 38 jours de détention sous le régime du *shuanggui*, Yu Qiyi, ingénieur dans l'entreprise publique *Wenzhou Industry Investment Group*, est décédé à l'hôpital après avoir été torturé. La police a envoyé son corps dans un crématorium, en dépit de l'avis contraire de sa famille. Cependant, après la large diffusion de la photographie du cadavre portant des traces de torture sur le web chinois (*Sina Weibo*), la famille a pu obtenir une enquête de la part des autorités municipales de Wenzhou. Celle-ci a finalement reconnu la responsabilité de trois inspecteurs du PCC et d'un officier de police dans ce décès sous la torture. Cependant, ces cas de reconnaissance sont rares, et les familles, qui ne peuvent que constater les traces de torture sur les corps des suspects, subissent des pressions et des menaces pour abandonner leurs réclamations, comme dans une affaire similaire à Sanmenxia¹⁰.

Une fois leurs confessions obtenues, les suspects sont pris en charge par le système judiciaire de droit commun. Avant les conclusions de la justice, ils sont démis de leurs fonctions et exclus du PCC, souvent au début de leur internement sous le régime du *shuanggui*. Ils peuvent alors se faire assister par un avocat. Cependant, la justice est expéditive, les procès se tiennent souvent à huis clos et les allégations de torture ne sont pas prises en compte¹¹. La quasi-totalité des accusés est condamnée pour les faits confessés : pendant le premier semestre de l'année 2014, 8 110 agents officiels ont été jugés pour corruption, seuls 14 d'entre eux, soit 0,2%, ont été acquittés¹².

2. Une campagne anticorruption exemplaire à Nankin

Nankin est la première capitale provinciale où à la fois le maire et le chef du PCC ont été l'objet d'une enquête de la CCDI pour corruption¹³.

⁹ MOORE Jack, "China Shuanggui Torturers Force Officials to Eat Excrement and Hallucinogenic Drugs", *International Business Times*, 10/03/2014.

¹⁰ JACOBS Andrew, art. cit.; LIU Linlin, art. cit.; WERTIME David, art. cit.; KAIMAN Jonathan, "Fears for China's shuanggui detainees after Wenzhou official dies", *The Guardian*, 12/04/2013; ZHAI Keith, "Communist Party seeks to reform its 'shuanggui' anti-corruption investigations", *South China Morning Post*, 21/11/2013.

¹¹ ZHAI Keith, art. cit.; WERTIME David, art. cit.; JACOBS Andrew et BUCKLEY Chris, art. cit.

¹² JACOBS Andrew et BUCKLEY Chris, art. cit.

¹³ Bo Zhiyue (directeur du *New Zealand Contemporary China Research Centre* (NZCCRC) et professeur de Sciences politiques à l'université Victoria de Wellington), "Who's Your Daddy: Politics and Revenge in China's Anti-Corruption Campaign", *The Diplomat*, 09/04/2015.

2.1. Poursuites judiciaires à l'encontre d'un riche homme d'affaires

Le 27 juillet 2013, Zhu Xingliang, fondateur et actionnaire principal de la société *Suzhou Gold Mantis Construction Decoration*, a été assigné à résidence en raison de soupçons de corruption d'agents officiels pour l'obtention de marchés. *Suzhou Gold Mantis Construction Decoration* a notamment participé à de grands projets, tels que le stade olympique Bird's Nest, le musée national et le grand théâtre de Pékin, et à de nombreuses réalisations liées à la rénovation urbaine massive de Nankin et Yangzhou. La famille de Zhu Xingliang était classée à la 55^e place des fortunes chinoises par le magazine *Forbes* en 2013¹⁴. En janvier 2014, il a été arrêté pour faits de corruption¹⁵. En février 2015, il a été libéré sous caution¹⁶. Aucune information complémentaire concernant les poursuites à son encontre n'a pu être recueillie parmi les sources publiques consultées en anglais et en français. Ses déboires sont cependant liés à ceux de Ji Jianye, l'ex-maire de Nankin.

2.2. Arrestation et condamnation du maire de Nankin

En 2009, Ji Jianye est devenu le maire de Nankin, capitale de la province du Jiangsu, ayant de ce fait le rang de vice-ministre. De 2001 à 2009, il était le maire de Yangzhou, la ville d'origine de l'ancien président Jiang Zemin. Le 17 octobre 2013, la CCDI a lancé une enquête à son encontre pour violation des règles disciplinaires du PCC et il a été placé sous le régime du *shuanggui*. Le 19 octobre 2013, il a été démis de son poste de maire de Nankin¹⁷. Puis il a été exclu du PCC en janvier 2015, accusé d'avoir reçu une forte somme d'argent et des cadeaux¹⁸.

Ji Jianye est surnommé « Monsieur Bulldozer » par une partie des habitants de Nankin, en raison des grandes opérations de rénovation urbaine qu'il a lancées¹⁹. Echaudés par les coupes massives d'arbres dans la ville, des habitants avaient manifesté en mars 2011 et obtenu l'arrêt d'un projet d'autoroute urbaine. Cependant, les démolitions et les reconstructions se sont poursuivies à un rythme effréné, attirant l'attention du gouvernement central. Ainsi, l'agence centrale contre la pollution a constaté qu'un tiers des plaintes qui lui étaient adressées pendant les huit premiers mois de l'année 2013 émanait de résidents de la province du Jiangsu. Selon l'agence de presse officielle *Xinhua*, ces grandes opérations de rénovation urbaine sont bien connues des autorités centrales, car, outre les pressions sur la vie quotidienne des résidents et l'environnement, elles génèrent des faits de corruption en raison des énormes montants financiers mis en jeu par les municipalités²⁰. De plus, lors de ces opérations à Nankin, un grand nombre de résidents ont été violemment expulsés de leur domicile sans compensation, voire détenus, et ont manifesté publiquement leur mécontentement²¹.

¹⁴ LI Jing, "Property billionaire Zhu Xingliang arrested on corruption charges", *South China Morning Post*, 28/01/2014; RUWITCH John, "China decor magnate arrested for suspected bribery", *Reuters*, 29/01/2014.

¹⁵ RUWITCH John, "Chinese court sentences ex-mayor of Nanjing for corruption", *Reuters*, 07/04/2015.

¹⁶ AREDDY James T., "Cemetery, Other Perks Doom China's 'Mayor Bulldozer'", *The Wall Street Journal*, 08/04/2015.

¹⁷ BRANIGAN Tania, "China anti-corruption crackdown targets Nanjing mayor", *The Guardian*, 17/10/2013; KIRSTEN TATLOW Didi, "China's Anticorruption Czar: It's Lonely Being Honest", *Sinosphere* (blog du *New York Times*), 17/10/2013; BO Zhiyue, art. cit.

¹⁸ Agence France Presse (AFP), "China corruption watchdog investigates Nanjing leader for 'severe violations of discipline and law'", *ABC*, 05/01/2015.

¹⁹ ZHANG Hong, "Fall of 'Mayor Bulldozer' welcomed by Nanjing residents", *South China Morning Post*, 31/10/2013; AREDDY James T., art. cit.

²⁰ ZHANG Hong, art. cit.

²¹ MAC DONELL Stephen, art. cit.

Le 7 avril 2015, Ji Jianye a été condamné par le tribunal populaire intermédiaire de Yantai à une peine d'emprisonnement de quinze années pour avoir obtenu, avec sa femme, par corruption, des actions dans des sociétés de construction dont la société *Suzhou Gold Mantis Construction Decoration* (soit un million d'euros), des pots-de-vin pour un projet de construction industriel dans la ville de Suzhou (67 000 euros), un véhicule pour sa fille (31 345 euros) et un tableau (3 990 euros)²².

2.3. Arrestation et inculpation du chef du PCC de Nankin

Le 4 janvier 2015, la CCDI a lancé une enquête pour violation des règles disciplinaires du PCC à l'encontre de Yang Weize, secrétaire du PCC de la municipalité de Nankin depuis 2011, et membre du comité permanent du PCC de la province de Jiangsu. Auparavant, il avait été maire de Suzhou et secrétaire du PCC de la municipalité de Wuxi²³. Il a été démis de son poste et exclu du PCC. En août 2016, le parquet l'a mis en accusation devant le tribunal populaire intermédiaire de Ningbo pour avoir obtenu, avec sa femme, des pots-de-vin d'un montant de 2,19 millions d'euros. Il a plaidé coupable²⁴. Le tribunal ne semble pas encore avoir délibéré, en l'absence de toute information à ce sujet dans les sources publiques consultées en anglais et en français.

Selon Bo Zhiyue, directeur du *New Zealand Contemporary China Research Centre* et professeur de Sciences politiques à l'université Victoria de Wellington, Yang Weize aurait été dénoncé aux autorités centrales par Gao Dezheng, l'ancien vice-président du congrès du peuple de la province du Jiangsu et beau-père de Ji Jianye. Ce dernier aurait bénéficié du soutien de son beau-père pour sa carrière. Gao Dezheng soupçonnait Yang Weize d'avoir provoqué la chute de Ji Jianye et l'aurait dénoncé par vengeance²⁵.

2.4. Arrestation de militaires de haut rang à Nankin

En décembre 2014, le colonel Ma Xiangdong, directeur du département politique de l'Institut politique de l'Armée populaire de libération de Nanjing, a été arrêté par des inspecteurs militaires et placé en détention. Il est soupçonné d'avoir vendu des passe-droits à des candidats à l'admission dans des écoles militaires, alors qu'il était en charge du département de la politique générale de l'armée en 2009. Cette arrestation fait suite à celle du major-général Dai Weiming, vice-doyen de cet institut, soupçonné d'avoir reçu des pots-de-vin dans des projets de construction sur le campus universitaire²⁶.

2.5. Des mesures anticorruption à Nankin

En décembre 2013, après l'arrestation de Ji Jianye par la CCDI, Di Xiaohua, professeur à la faculté de droit de l'université de Nankin et directeur de l'Institut de recherches pour la prévention et le contrôle du crime de cette même université, a publié un manuel contre la corruption à destination des fonctionnaires du district de Gulou de la municipalité de

²² AREDDY James T., art. cit.; RUWITCH John, 07/04/2015, art. cit.

²³ AFP, art. cit. ; BO Zhiyue, art. cit.; *Xinhua* (agence de presse officielle chinoise), "Former Nanjing Party chief stands trial for bribery", *Shanghai Daily*, 03/08/2016; CAN Wei, "Ex-Nanjing top official admits graft", *China Daily*, 04/08/2016.

²⁴ *Xinhua*, art. cit.; CAN Wei, art. cit.

²⁵ BO Zhiyue, art. cit.

²⁶ WANG Heyan et GUO Qingyuan, "Another PLA Officer Said to Run Afoul of Anti-Graft Investigators", *Caixin*, 17/12/2014.

Nankin. Ce manuel, appelé « *manual for the psychological occupational risk assessment of public officials* », contient un quizz en 34 questions permettant aux fonctionnaires de comprendre ce qu'est la corruption²⁷. Di Xiaohua a déclaré qu'il avait réalisé ce manuel en interrogeant 47 agents officiels condamnés pour corruption et détenus dans cinq prisons différentes. En janvier et au début de février 2014, 2 000 fonctionnaires de la municipalité de Nankin avaient passé ce test de quizz, dont les résultats étaient tenus confidentiels²⁸.

Par ailleurs, le site web d'un conglomérat chinois appelé Sanpower relate la visite de cadres de celui-ci au « Centre de réhabilitation » ou « Centre de détention » de Nankin pour rencontrer une équipe de formateurs de détenus à l'anticorruption en juin 2016²⁹. Aucune information n'a pu être recueillie parmi les sources publiques consultées en anglais et en français concernant les autres agents officiels de Nankin détenus pour corruption.

²⁷ BOEHLER Patrick, "Looking for affairs and jewellery? Nanjing civil servants quizzed by anti-corruption manual", *South China Morning Post*, 30/12/2013; PHILLIPS Tom, "China's Communist officials face anti-corruption exam", *The Telegraph*, 11/02/2014.

²⁸ PHILLIPS Tom, art. cit.

²⁹ Sanpower (conglomérat chinois), "Sanpower staff visit Nanjing Detention Centre and Nanjing Rehabilitation Centre for anti-corruption education", 03/06/2013.

Bibliographie

(sites web consultés en septembre 2016)

Ouvrage

WERTH Nicolas, *Les procès de Moscou*, Paris, Complexe, 1987, 188 p.

Think tanks

JAKES Susan, "Visualizing China's Anti-Corruption Campaign", *ChinaFile*, Center on US-China Relations, Asia Society, 21/01/2016

<https://www.chinafile.com/infographics/visualizing-chinas-anti-corruption-campaign>

JOHNSON Christopher K. (CSIS), MINXIN PEI (professeur et directeur du Keck Center for International and Strategic Studies, Claremont McKenna College) et BROWN Kerry (professeur et directeur du Lau China Institute, King's College, London), "Can Xi Jinping's anti-corruption campaign succeed ?", *Center for Strategic & International Studies (CSIS)*, s.d. <http://chinapower.csis.org/can-xi-jinpings-anti-corruption-campaign-succeed/>

Médias

CAN Wei, "Ex-Nanjing top official admits graft", *China Daily*, 04/08/2016 http://www.chinadaily.com.cn/china/2016-08/04/content_26340766.htm

Xinhua (agence de presse officielle chinoise), "Former Nanjing Party chief stands trial for bribery", *Shanghai Daily*, 03/08/2016 <http://www.shanghaidaily.com/nation/flies-and-tigers/Former-Nanjing-Party-chief-stands-trial-for-bribery/shdaily.shtml>

AREDDY James T. et YANG Jie, "China's Anticorruption Campaign Will Continue, Party Watchdog Pledges", *The Wall Street Journal*, 25/01/2016 <http://blogs.wsj.com/chinarealtime/2016/01/25/chinas-anticorruption-campaign-will-continue-party-watchdog-pledges/>

MAC DONELL Stephen, "Xi Jinping: Chinese president's anti-corruption push gives hope to some, but rings alarm bells for others", *ABC*, 10/08/2015 <http://www.abc.net.au/news/2015-08-11/xi-jinpings-chinese-corruption-drive-under-scrutiny/6686280>

BO Zhiyue (directeur du *New Zealand Contemporary China Research Centre*, NZCCRC, et professeur de Sciences politiques à l'université Victoria de Wellington), "Who's Your Daddy: Politics and Revenge in China's Anti-Corruption Campaign", *The Diplomat*, 09/04/2015 <http://thediplomat.com/2015/04/whos-your-daddy-politics-and-revenge-in-chinas-anti-corruption-campaign/>

AREDDY James T., "Cemetery, Other Perks Doom China's 'Mayor Bulldozer'", *The Wall Street Journal*, 08/04/2015 <http://blogs.wsj.com/chinarealtime/2015/04/08/cemetery-other-perks-doom-chinas-mayor-bulldozer/>

RUWITCH John, "Chinese court sentences ex-mayor of Nanjing for corruption", *Reuters*, 07/04/2015 <http://www.reuters.com/article/us-china-corruption-idUSKBNOMY08P20150407>

Agence France Presse (AFP), "China corruption watchdog investigates Nanjing leader for 'severe violations of discipline and law'", *ABC*, 05/01/2015 <http://www.abc.net.au/news/2015-01-05/china-corruption-watchdog-investigates-nanjing-leader/6001056>

WANG Heyan et GUO Qingyuan, "Another PLA Officer Said to Run Afoul of Anti-Graft Investigators", *Caixin*, 17/12/2014 <http://english.caixin.com/2014-12-17/100764320.html>

JACOBS Andrew et BUCKLEY Chris, "Presumed Guilty in China's War on Corruption, Targets Suffer Abuses", *The New York Times*, 19/10/2014 <http://www.nytimes.com/2014/10/20/world/asia/the-new-victims-of-chinas-war-on-corruption.html>

WERTIME David, "Inside China's Blackest Box", *Foreign Policy*, 02/07/2014 <http://foreignpolicy.com/2014/07/02/inside-chinas-blackest-box/>

MOORE Jack, "China Shuanggui Torturers Force Officials to Eat Excrement and Hallucinogenic Drugs", *International Business Times*, 10/03/2014 <http://www.ibtimes.co.uk/china-shuanggui-torturers-force-officials-eat-excrement-hallucinogenic-drugs-1439692>

PHILLIPS Tom, "China's Communist officials face anti-corruption exam", *The Telegraph*, 11/02/2014 <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/china/10631079/Chinas-Communist-officials-face-anti-corruption-exam.html>

RUWITCH John, "China decor magnate arrested for suspected bribery", *Reuters*, 29/01/2014 <http://www.reuters.com/article/us-china-corruption-idUSBREA0SOB920140129>

LI Jing, "Property billionaire Zhu Xingliang arrested on corruption charges", *South China Morning Post*, 28/01/2014 <http://www.scmp.com/news/china/article/1415621/property-billionaire-zhu-xingliang-arrested-corruption-charges>

BOEHLER Patrick, "Looking for affairs and jewellery? Nanjing civil servants quizzed by anti-corruption manual", *South China Morning Post*, 30/12/2013 <http://www.scmp.com/news/china-insider/article/1393031/looking-affairs-and-jewellery-nanjing-civil-servants-quizzed-anti>

ZHAI Keith, "Communist Party seeks to reform its 'shuanggui' anti-corruption investigations", *South China Morning Post*, 21/11/2013
<http://www.scmp.com/news/china/article/1361851/communist-party-seeks-reform-anti-corruption-investigations>

ZHANG Hong, "Fall of 'Mayor Bulldozer' welcomed by Nanjing residents", *South China Morning Post*, 31/10/2013
<http://www.scmp.com/news/china/article/1343993/fall-mayor-bulldozer-welcomed-nanjing-residents>

BRANIGAN Tania, "China anti-corruption crackdown targets Nanjing mayor", *The Guardian*, 17/10/2013
<https://www.theguardian.com/world/2013/oct/17/china-corruption-crackdown-nanjing-mayor>

LIU Linlin, "Is intra-Party interrogation a shield or a trap?", *Global Times*, 19/05/2013
<http://www.globaltimes.cn/content/782661.shtml>

KAIMAN Jonathan, "Fears for China's shuanggui detainees after Wenzhou official dies", *The Guardian*, 12/04/2013
<https://www.theguardian.com/world/2013/apr/12/fears-china-shuanggui-detainees>

JACOBS Andrew, "Accused Chinese Party Members Face Harsh Discipline", *The New York Times*, 14/06/2012
<http://www.nytimes.com/2012/06/15/world/asia/accused-chinese-party-members-face-harsh-discipline.html?pagewanted=all>

Blog

KIRSTEN TATLOW Didi, "China's Anticorruption Czar: It's Lonely Being Honest", *Sinosphere* (blog du *New York Times*), 17/10/2013
http://sinosphere.blogs.nytimes.com/2013/10/17/chinas-anticorruption-czar-says-its-lonely-being-honest/?_r=0

Autre

Sanpower (conglomérat chinois), "Sanpower staff visit Nanjing Detention Centre and Nanjing Rehabilitation Centre for anti-corruption education", 03/06/2013
http://en.sanpowergroup.com/content/details_44_3536.html